

élevait. Il nous a dit que le cri de "Taxes ! taxes ! taxes !" sortait constamment de la bouche des percepteurs de taxes, et que le cri "Argent ! argent ! argent !" ne cessait de se faire entendre par la horde des entrepreneurs qui s'engraissaient des souffrances et des privations du peuple ; et pendant qu'il nous parlait de l'avis qui nous était apporté par le son de chaque coup de canon tiré dans les Etats Unis, il doit avoir pensé, peut-être, que dans la formation de cette union et la construction de ce chemin de fer intercolonial, nous aussi nous entendrons les cris de "Taxes ! taxes ! taxes ! Argent ! argent ! argent !" de la même manière. (Écoutez ! écoutez !) L'on dit encore, à propos de ce projet, que chaque ligne prouve que c'est un compromis. L'hon. ministre de l'agriculture, si je me le rappelle bien, s'est servi d'une semblable expression. Mais je demanderai à l'hon. président du conseil et à ceux qui se sont faits avec lui les apôtres des intérêts du Haut-Canada, où sont les concessions qui ont été faites au Haut-Canada dans ce projet ? S'ils peuvent indiquer une seule circonstance, à l'exception des dix-sept députés de surplus donnés au Haut-Canada, où quelque privilège a été concédé à cette section, je dirai alors que le projet mérite mon appui. Mais je maintiens qu'en donnant dix-sept représentants de plus au Haut-Canada on ne lui a fait aucun avantage ni une concession. Les différends qui existaient entre les deux provinces du Canada n'étaient pas seulement des différends de nationalité, mais ils étaient d'un caractère sectionnaire. C'était l'Ouest rangé en bataille contre l'Est, plutôt qu'une nationalité contre l'autre, car n'est-il pas de fait que les seize membres anglais du Bas-Canada se sont unis avec la majorité canadienne-française, et non pas avec la majorité de leur propre race dans le Haut-Canada ? Les membres anglais du Canada Central ont fait la même chose ; et je maintiens, en conséquence, que les différends que nous avions étaient entre les deux sections, et que nous n'avions aucun différend national qui rendait un changement nécessaire maintenant. Allons-nous nous débarrasser de ces difficultés de sections au moyen de ce projet ? Les trente nouveaux membres représentant dans la législature les provinces d'en-bas ne s'uniront-ils pas à la majorité canadienne, et la même prépondérance d'influence ne pesera-t-elle pas contre le Haut-Canada comme auparavant ? (Écoutez ! écoutez !) Ah bien ! si l'on doit avoir une union de

peuples libres, il faudrait que ce fût parce que le peuple la désire et la croit avantageuse en général ; et je suis parfaitement sûr que si, dans ces provinces, nous devons avoir une union qui nous confèrera quelque avantage, ce devrait être une union législative et non pas une union fédérale. Nous devrions sentir que si nous devons être unis, ce devrait être de fait autant que de nom ; que nous devrions ne former qu'un seul peuple, et non pas être séparés en sections ; que si nous entrions dans une union, ce devrait être une union qui fera de nous un seul peuple ; et que lorsqu'il surviendra un état de choses favorable à cette union, nous aurons l'occasion de former une union qui nous donnera de la force et protégera nos intérêts pour toujours. L'hon. président du conseil pense que nous devrions entrer dans l'union proposée afin de nous protéger et de nous défendre. J'aimerais à savoir de cet hon. monsieur s'il pense que nous, avec une population de deux millions et demi, pouvons créer un armement suffisant, et lever un nombre d'hommes suffisant pour repousser les millions de soldats des Etats-Unis, s'il voulaient nous attaquer ? (Écoutez ! écoutez !) Je ne suppose pas, M. l'ORATEUR, que personne ne serait plus prêt à défendre l'honneur et l'intégrité de la Grande-Bretagne en ce pays que ceux qui pensent comme moi à ce sujet, et je suis convaincu que, même avec la certitude d'une destruction certaine devant nous, si nous étions attaqués par les Etats-Unis, nous aurions des défenseurs qui surgiraient à tout moment,—des défenseurs décidés à vendre leur vie aussi chèrement que possible, et à combattre à outrance avant que d'être forcés de rendre le drapeau de la couronne britannique. Mais cependant, monsieur, nous ne pouvons fermer les yeux sur la différence des forces entre nous et les Etats-Unis ; nous ne pouvons nous cacher qu'il nous serait impossible de repousser l'ennemi de toutes les parties de notre territoire, et que dépenser des millions aujourd'hui à cet effet ne peut que paralyser nos ressources et nous affaiblir pour le temps de l'épreuve. Si les sommes que nous voulons dépenser à cela aujourd'hui étaient soigneusement employées et économisées, nous les aurions dans un cas de nécessité, et nous pourrions les employer à un meilleur usage qu'à nous préparer à nous défendre. (Écoutez ! écoutez !) Quelques uns disent que le Canada peut être défendu, et d'autres disent qu'il est impossible de le